REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Edition spéciale

Conférence Cop26 à Glasgow

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. Centres d'Intérêts

1.1 Conférence Cop26.....02

- Cop26 à Glasgow Une réduction de 23% des gaz à effet de serre en 2030, ***Al-watwan.net***
- Cop26 : le sommet de la mobilisation et de l'engagement, ***Al-fajrquotidien.com***
- Glasgow-Madagascar au cœur des débats sur le changement climatique, ***Lexpress.mg***
- Changement climatique : Les pays s'engagent en faveur de la réduction de la déforestation, ***Midi-madagascar.com***
- COP26 : Pravind Jugnauth énonce les engagements de Maurice en faveur du climat d'ici 2030, ***Defimedia.info***
- COP 26 : Pravind Jugnauth Rappelle Aux Pays Industrialisé L'engagement Envers Les Petits Etats Insulaires, ***Lematinal.media***
- COP 26 : Maurice sera l'un des pays le plus affecté par la montée du niveau de la mer, ***r.1.mu***
- COP26 : les îles de l'océan Indien sont déjà touchées par le changement climatique, ***La1er.francetv***
- COP26 : la zone Sud-Ouest de l'océan Indien et l'Antarctique concernés, ***La1er.francetv***
- A mi-parcours, la COP26 partagée entre louanges et désillusions, ***Imazpress***
- President of Seychelles at COP26: World must forge environmental pact, ***Seychellesnewsagency***
- [Vidéo] Seychelles Revises Climate Commitment to Include Blue Economy and Coastal Adaptation, ***Worlbank.org***
- A COP26 SeyCCAT Side-Event Translating ambition into action – Support required by Sids |06 November 2021, ***Nation.sc***

Cop26 à Glasgow Une réduction de 23% des gaz à effet de serre en 2030



Les émissions de gaz à effet de serre des Comores représentent environ 0,001% des émissions mondiales. Cependant, l'Union des Comores tient à contribuer à l'effort international de lutte contre le réchauffement climatique en poursuivant son objectif d'être un puits de carbone et de promouvoir un développement durable notamment par les aires protégées.

C'est ce mardi 2 novembre que la contribution déterminée au niveau national (Cdn) de l'Union des Comores sera validée. Après celle soumise en septembre 2015, laquelle affichait un objectif de réduction des émissions des gaz à effet de serre (Ges) de 84% en 2030, la partie comorienne est en train de revoir cette ambition à la baisse.

0,001% des émissions mondiales

Son plan d'action climat en validation vise une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 23% en 2030, hors Utcatf (Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie), par rapport aux émissions du scénario de référence. Pour mener à bien la mise en œuvre de sa Cdn, l'Union des Comores aura besoin au minimum de 902 millions d'euros pour les mesures d'atténuation et 399 millions d'euros pour les mesures d'adaptation. «La validation de ce document est prévue ce mardi.

Donc, forcément le document est appelé à évoluer», a fait savoir le directeur général adjoint de l'Environnement, Siradji Mohamed Saïd Mkandzile. Plusieurs défenseurs, interrogés sur cette nouvelle ambition, trouvent que cet objectif actuel est réaliste pour renforcer la résilience dans le pays.

Pour y arriver, la contribution déterminée au niveau national envisage une augmentation du puits net de 47%. «Certaines actions d'atténuation sont prioritaires, à court terme, car nécessaires à la mise en œuvre d'autres projets : la consolidation du réseau électrique afin de réduire les pertes, la

réduction du bois de feu, de service et industriel, par la promotion d'autres sources d'énergie, la protection des espaces forestiers et la promotion du bois importé, réduction du bois de feu résidentiel, l'amélioration de la collecte des déchets dont la sensibilisation, le ramassage et les sites de traitement», peut-on lire dans le nouveau document.
Il convient de préciser que les émissions de gaz à effet de serre (Ges) des Comores sont considérées «négligeables» au niveau mondial et représentent «environ 0,001% des émissions mondiales». Cependant, l'Union des Comores tient à contribuer à l'effort international de lutte contre le réchauffement climatique en poursuivant son objectif d'être un puits de carbone et de promouvoir un développement durable.

Cop 26 : Le Sommet de la mobilisation et de l'engagement

Des chefs d'Etats et des gouvernements se sont réunis à Glasgow pour l'adaptation aux changements climatiques. Dans son intervention, le chef de l'Etat comorien, Azali Assoumani a souligné que cette situation est encore plus critique dans les petits États insulaires en développement dont les Comores font partie.



« Mon pays fait face, en effet, non seulement à la montée des eaux, aux cyclones, aux tremblements de terre, aux inondations mais aussi aux érosions et à la menace volcanique, et par conséquent la recherche de solutions idoines à la question des changements climatiques est pour nous une question de survie », a indiqué le président Azali Assoumani. Selon le chef de l'Etat comorien, pour les pays qui dépendent énormément de l'agriculture et des ressources naturelles, la mise en œuvre urgente de mesures d'adaptation devient, en effet, incontournable.

L'Union des Comores a décidé de réduire sensiblement ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, malgré sa faible émission, de poursuivre l'objectif qu'elle s'est fixé d'être un puits de carbone et de renforcer sa politique de reboisement et de création de parcs marins. « C'est ainsi que nous nous sommes engagés dans une vaste campagne de reboisement sur environ 10% du territoire, à l'horizon 2030. Nous avons également promulgué, en 2019, la loi sur le système national des aires protégées et cinq nouveaux aires protégées sont en cours de mise en place », a-t-il annoncé. « Nous avons, en outre, pris des initiatives pour accroître l'indépendance énergétique à travers le développement de la géothermie et du photovoltaïque, afin de relancer l'économie nationale et soutenir la croissance verte, essentielle à notre survie », ajoute Azali Assoumani.

Selon lui, l'heure est venue de traduire les discours en actions afin de préserver la planète qui est durement affectée par les effets du changement climatique. « Aussi devons-nous faire de cette COP 26, le Sommet de la mobilisation et de l'engagement, afin de donner espoir à nos populations qui n'ont que trop souffert et de laisser aux générations futures un héritage digne de nous », conclut-il.

Nassuf. M. Abdou

Lire aussi : L'île de Mohéli et sa biodiversité : le trésor des Comores | AFD - Agence Française de Développement

Glasgow – Madagascar au cœur des débats sur le changement climatique



Andry Rajoelina parmi les champions de la lutte contre le réchauffement climatique.

La Grande île fait entendre sa voix et ses revendications au sommet mondial sur les changements climatiques. Elle plaide, notamment, pour une accélération de la mobilisation des moyens pour soutenir la transition climatique en Afrique.

«Il faut agir maintenant». Des mots dits avec détermination par Andry Rajoelina, président de la République, durant ses prises de parole à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), à Glasgow, en Ecosse.

Le Chef de l'État a annoncé la couleur durant sa rencontre avec le corps diplomatique et les représentants des Partenaires techniques et financiers (PTF), au palais d'État d'Iavoloha, en octobre. Madagascar compte faire entendre sa voix durant ce sommet sur le climat. Et c'est le cas.

Que ce soit durant la réunion sur thème «Action and solidarity -the critical decade», lundi, durant les rencontres en cercle restreint, ou à la tribune de la conférence mondiale, le président Rajoelina, portant la voix de la Grande île et parlant au nom de l'Afrique a martelé son appel à une action immédiate pour contrer les changements climatiques.

«Il faut agir maintenant et c'est ici, à Glasgow que cela doit être acté. Un seul mot, un seul geste, la volonté suivie d'actions changera les choses (…) L'échec n'est pas une option, nous devons réussir, pour nous, pour notre nation, pour notre monde. La terre qui nous a tout donné nous demande, aujourd'hui, de la sauver. Sauvons notre planète», déclare le locataire d'Iavoloha, à la tribune de la COP 26, hier. Pour l'occasion, il a arboré une cravate verte. «C'est un clin d'œil à la cause écologique et au drapeau national», selon une source présente à Glasgow.

La COP 26 est une occasion de parler, les yeux dans les yeux, avec les décideurs des puissances mondiales. Et la délégation malgache n'a pas boudé cette occasion pour se faire entendre. Par le biais du Chef de l'État, Madagascar a mis l'accent sur l'urgence de la situation.

Injustice climatique

Andry Rajoelina a souligné que dans le Sud du pays, plus d'un million trois cent mille personnes subissent déjà, quotidiennement, les affres des changements climatiques. À cause de la sécheresse qui gagne du terrain et dure plus longtemps que les années précédentes des milliers de famille se trouvent en situation «de détresse alimentaire».

«Mes compatriotes endurent le tribut d'une crise climatique à laquelle ils n'ont pas participé», affirme le locataire d'Iavoloha. Pour Madagascar, il s'agit d'une «injustice climatique». Face aux décideurs et activistes écologiques réunis à Glasgow, le Président a, toutefois, mis en avant le fait que son administration s'active pour lutter contre les conséquences du bouleversement climatique avec les moyens à sa disposition. Quelques points du Plan émergence du Sud ont, notamment, été soulevés dans ses prises de parole.

C'est le cas de la construction d'un pipeline pour approvisionner en eau le Deep-south.

L'appui au Plan émergence du Sud a, justement, été au centre des échanges entre Andry Rajoelina et Vlcky Ford, ministre des Affaires africaines du Royaume-Uni, en marge du sommet, hier. La lutte contre la déforestation est, par ailleurs, le sujet central des discussions durant cette deuxième journée de la COP 26. Parlant de la situation en Afrique, et la réalité à Madagascar, en particulier, le président de la République déplore que le principal danger pour les forêts de la Grande île et du continent noir est l'utilisation du bois de chauffe et du charbon de bois.

Suite de l'article

Changement climatique : Les pays s'engagent en faveur de la réduction de la déforestation



La COP 26 n'est pas encore arrivée au terme de ses objectifs. Outre les âpres négociations, les engagements attendus dans le cadre de cette 26e Conférence des Parties qui se tient à Glasgow, dont la revue à la hausse des ambitions climat, sont au centre des discussions. Les appels à l'action se multiplient, dont celui des pays les plus exposés aux impacts du changement climatique. Madagascar est directement concernée, dans la mesure où le pays est régulièrement exposé aux phénomènes météorologiques violents, imputables au changement climatique. Sans parler de la crise alimentaire dans le Sud, provoquée par une sécheresse prolongée et un grave déficit pluviométrique. Le tout est ainsi en lien direct avec le climat.

A la COP 26, la signature, mardi dernier, d'un engagement en faveur de la réduction de la déforestation a été saluée. La déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres, engageant les signataires à stopper la déforestation et à inverser la tendance d'ici 2030, a été signée par plus de 110 pays. Ils représentent 85% des forêts existantes dans le monde. La Chine, la Russie et le Brésil en font partie. Annonçant la bonne nouvelle, le premier ministre britannique a affirmé que la protection des forêts est surtout une obligation pour assurer une prospérité à la génération future. Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, saluant également la signature de cette déclaration, n'a pas manqué de souligner qu'après la déclaration, qui a valeur de promesse, le plus dur sera la traduction des paroles en actes.

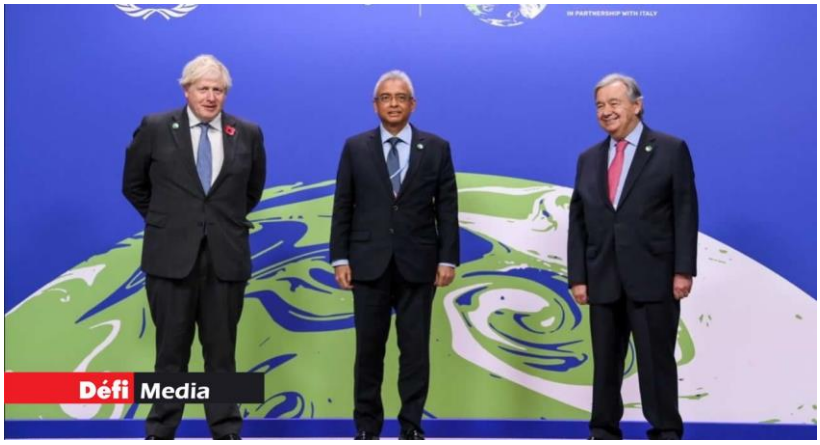
Les services que rendent les forêts à l'humanité sont inestimables : l'eau douce, la purification de l'air, la nourriture, les ressources utiles à la santé et à la vie, etc… Pour les préserver, chaque pays doit apporter sa contribution au niveau national et international. Cette déclaration signée par les dirigeants à Glasgow, engagent alors les pays à renforcer leurs efforts pour, non seulement, empêcher la dégradation des forêts et les écosystèmes, mais aussi à les restaurer dans une « courte » échéance. L'engagement inclut également les politiques tenant compte de la

préservation des forêts, en matière de commerce et de développement durable et ce, au niveau national et international. Notons que plus de 1,6 milliard de personnes dans le monde dépendent des forêts pour leur subsistance.
Hanitra R.

Lire aussi :

- Réchaud à base d'éthanol : 100 millions USD pour équiper 5 millions de (...) - Madagascar-Tribune.com
- https://www.linfo.re/ocean-indien/madagascar/cop26-andry-rajoelina-a-plaide-pour-l-utilisation-de-rechauds-a-base-de-bioethanol
- https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/madagascar-les-premieres-victimes-du-changement-climatique-1144048.html
- http://www.seychellesnewsagency.com/articles/15748/Leaders+of+Seychelles+and+Madagascar+hold+bilateral+talks+on+sidelines+of+UN+climate+change+conference

COP26 : Pravind Jugnauth énonce les engagements de Maurice en faveur du climat d'ici 2030



Pravind Jugnauth en compagnie du Premier ministre britannique, Boris Johnson et du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. (Crédit photo : Karwai Tang/UK Government)

Le Premier ministre, Pravind Jugnauth, s'est adressé ce lundi 1er novembre au sommet des chefs d'État et de gouvernement de la conférence des Nations unies sur le climat. La COP26 se tient en effet en ce moment à Glasgow. Lors de son intervention, il a rappelé l'urgente nécessité de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius et d'atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici 2050.

« Le réchauffement de la planète et la montée du niveau de la mer représentent un défi existentiel pour les petits États insulaires comme Maurice », a-t-il soutenu. Et en ce sens, le PM a pris plusieurs engagements à la COP26. Car Maurice vise à réduire ses émissions à effet de serre par 40 % à l'horizon 2030. Pour y parvenir, le pays compte produire 60 % de son mixte énergétique à partir des énergies vertes. Mais aussi, éliminer progressivement le charbon dans la production de l'électricité. Cela, tout en encourageant l'économie circulaire en exploitant au moins 70 % des déchets dans le site d'enfouissement, a déclaré le PM.



Pravind Jugnauth saluant le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres (Crédit photo : Karwai Tang/UK Government)

Pravind Jugnauth a pareillement indiqué que Maurice entend promouvoir l'utilisation des véhicules électriques et s'est aussi lancée dans un programme de plantation d'arbres à l'échelle nationale. « Des plans de soutien sont proposés aux agriculteurs pour accompagner leur transition vers une agriculture raisonnée », a-t-il fait ressortir.
Par ailleurs, le PM a lancé un appel aux dirigeants de la planète pour que le Glasgow Package puisse se concentrer sur la mise en œuvre de l'engagement pour un financement climatique annuel de 100 milliards de dollars américains. Ce, avec un accès plus facile au profit des petits États insulaires en développement (PIED) et d'autres pays vulnérables à la crise du climat.

COP 26 : Pravind Jugnauth Rappelle Aux Pays Industrialisé L'engagement Envers Les Petits Etats Insulaires



Il faut faciliter l'accès à l'aide financière pour les Petits États insulaires afin de les permettre à mieux répondre à leurs besoins et à lutter contre le changement climatique. C'est ce qu'a fait comprendre le Premier ministre, Pravind Jugnauth lors de son discours au World Leaders Summit à Glasgow (Ecosse) pour la conférence des Nations Unies sur le climat, la COP26.
Pravind Jugnauth a rappelé l'engagement pris par les pays industrialisés pour un financement climatique annuel de 100 milliards de dollars américains destinés aux pays vulnérables au changement climatique comme les Petits États insulaires.



Le Premier ministre Mauricien a aussi rappelé la nécessité de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degrés centigrade et d'atteindre l'objectif de zéro émission d'ici 2050.
La montée du niveau de la mer dû au réchauffement climatique est, dit-il, un énorme défi existentiel pour les Petits Etats insulaires, dont Maurice en

fait partie. La République de Maurice en tant que petit Etat insulaire a un rôle à jouer face aux défis liés aux changements climatiques, dont le réchauffement de la planète, la variabilité du climat et la montée du niveau de la mer.
Le Premier ministre a aussi pris plusieurs engagements dont celui pour Maurice de reduire nos émissions à effet de serre par 40% à l'horizon 2030.
Pour y parvenir, le pays compte produire 60% de son mixte énergétique à partir des énergies vertes et ainsi éliminer progressivement le charbon dans la production de l'électricité tout en encourageant l'économie circulaire en exploitant au moins 70% des déchets dans le site d'enfouissement.
Maurice entend aussi promouvoir l'utilisation des véhicules électriques.
Le pays s'est aussi, selon lui, lancé dans un programme de plantation d'arbres à échelle nationale.

Lire aussi :

- **https://www.lexpress.mu/article/401026/cop26-pravind-jugnauth-exhorte-pays-industrialises-respecter-leur-engagement**
- **https://www.zinfos-moris.com/Cop26-Pravind-Jugnauth-s-engage-pour-que-l-ile-Maurice-reduit-ses-emissions-a-effet-de-serre-par-40-a-l-horizon-2030_a26067.html**
- **https://defieconomie.defimedia.info/article/2490/changement-climatique-sunref-maurice-met-le-cap-sur-la-construction-durable**
- **https://www.wazaa.mu/fr/-opinion--sommet-de-glasgow--quand-l-exemple-vient-de-maurice**
- **https://www.lemauricien.com/le-mauricien/vikash-munbodhe-doctorant-a-luom-et-senior-scientific-officer-a-lalbion-fisheries-research-centre-la-conservation-des-ecosystemes-marins-est-le-plus-grand-defi-du-millenaire/455733/**

COP 26 : Maurice sera l'un des pays le plus affecté par la montée du niveau de la mer



Les dirigeants du monde se réunissent en ce moment pour décider des actions à prendre face aux enjeux climatiques de la planète.
Cela est d'une importance capitale pour les pays tel que Maurice avec la montée des eaux qui menace son littoral.
D'ailleurs, le Premier Ministre, Pravind Jugnauth ainsi que le Ministre de l'environnement, Kavy Ramano y sont depuis plus d'une semaine.
L'érosion des plages devient une problématique qui inquiète le gouvernement Mauricien.
La montée des eaux des océans s'accélère. L'océan Indien sera le premier qui subira de plein fouet les effets de la fonte des glaces de l'antarctique. Selon les projections, une hausse de 1m32, au minimum et de 5m61, au maximum, de la mer interviendrait à la fin de ce siècle. Selon les modèles informatiques, le résultat pourrait être désastreux pour Maurice : le port et les quartiers bas de Port-Louis seront partiellement submergés et les zones côtières et nos plages de sable blanc disparaitront sous nos yeux impuissants.
La position adoptée par les jeunes dans les rues de Glasgow face aux grandes puissances du monde pour leurs promesses creuses intervient au lendemain d'un moment fort de cette conférence du cop 26 à Glasgow. Les petits pays en développement et les iles qui seront les premiers affectés par le changement climatique ont pris l'engagement de ne plus utiliser de charbon d'ici 2030 -2040. Sauf que les grandes puissances et premiers producteurs de charbon au monde n'ont pas signé ce texte.
La question reste posée, la promesse de financement de ces mêmes pays aux pays les plus vulnérables pour l'adaptation aux effets du changement climatique suffira-t-elle pour 'sauver l'humanité' ? L'objectif principal de cette conférence.

COP26 : les îles de l'océan Indien sont déjà touchées par le changement climatique



Famine à Madagascar montée des eaux aux Maldives, à Maurice, des cyclones plus violents aux Comores et au Mozambique. Ces phénomènes météorologiques se multiplient, ils sont la conséquence du changement climatique. A Glasgow, les pays de la zone alertent les participants à la COP26.
Fabrice Floch

1 millions 300 000 Malgaches souffrent de famine et de soif dans le Sud de la Grande île. Le kéré frappe depuis quatre ans. Les rares pluies sont torrentielles. Elles ravinent les sols et emportent le peu de terre arable. Les Nations unies et les Organisations humanitaires tentent d'offrir le minimum vital à ces premières victimes du changement climatique, mais la tâche est immense. Les flux aériens et marins de la zone ont bougé de quelques degrés, ici et là. Ces modificatons infimes ont déjà des conséquences importantes, dans l'océan Indien comme ailleurs sur la planète.
Les gaz à effet de serre, emportés par le vent, impactent toute la planète. Parfois, ils influent sur le climat à des milliers de kilomètres des zones où ils ont été émis dans l'atmosphère. Madagascar en est l'illustration la plus marquante. Contrairement à des idées facilement distillées, cette catastrophe humanitaire n'est pas due au laxisme, à la corruption et aux atteintes à l'environnement localement. Ces plaies sont réelles, mais le climat ne se soucie pas des maux locaux.

Les plages et le corail des Maldives, Maurice et des Seychelles menacés

Le cri d'alarme de Mia Mottley de la Barbade en ouverture de la COP26 a ému l'assistance : "Pour ceux qui ont des yeux pour voir, des oreilles pour écouter, et un cœur pour ressentir : pour survivre, nous avons besoin (de limiter le réchauffement) à +1,5°C; 2°C seraient une condamnation à mort pour les populations d'Antigua et Barbuda, des Maldives, des Fidji, du Kenya ou du Mozambique, des Samoa et de la Barbade", écrit la libre.be.
Lors du Tsunami de 2004, une déferlante avait fait 83 morts et 12 000 sans-abris aux Maldives. 17 ans plus tard, le pays affleure toujours l'océan et reste sous la menace de la montée des eaux, lente ou fulgurante. 186 îles sont habitées, précise news-24.fr. Le point culminant des Maldives est de 2m30 au-dessus du niveau de la mer.
Selon, les spécialistes l'océan Indien monte de 5,6 millimètres par an. 17% des plages des îles de l'océan Indien ont déjà disparu. La hausse, de la température de l'eau, tue le récif corallien. Dans dix ans, plusieurs atolls des Maldives et des Seychelles seront engloutis. Les lagons et les plages de Maurice sont en danger, écrit et illustre RFI. L'île sœur est déjà contrainte de construire des digues pour protéger des villages du Sud comme le confie une habitante du village de Saint-Martin à France24 : *"J'ai entendu dire que des familles allaient être déplacées".*

La culture de bananes aux Comores est en chute libre

L'archipel des Comores est également durement touché par ce changement climatique. Les îles volcaniques ne sont pas menacées par la montée des eaux, mais elles sont victimes de la hausse des températures. La région s'est asséchée à mesure que les sécheresses se prolongeaient et que la situation se dégradaient. *"Des pluies plus courtes mais plus irrégulières, frappent des pentes de plus en plus dénudées et escarpées, lavent les cultures et la terre arable fertile en direction de la vallée, vers les rivières et l'océan Indien étincelant "*, écrit médiaterre.Org qui s'appuie sur les rapports de l'ONU.
Mahmoud Hamidoune, 31 ans, a vu le rendement de ses cultures de bananes chuter d'un tiers en dix ans : "La forêt de bananiers était si dense que les arbres ne faisaient que grimper. Désormais, il faut dépenser beaucoup d'argent et recourir aux engrais, et pourtant ils meurent". La banane est un aliment essentiel dans l'alimentation aux Comores. En fait, ce sont toutes les cultures maraîchères qui sont touchées. Les productions de patates douces, poivrons, aubergines, tomates, etc..., sont en chute libre.

Lire aussi :

- **COP26 : les îles de l'océan Indien sont en danger**
- **Vulnerable Nations Demand Climate Emergency Pact From COP26 | Scoop News**

COP26 : la zone Sud-Ouest de l'océan Indien et l'Antarctique concernés



Le pourtour de la Méditerranée et de la Mer Noire, l'Amérique centrale et le sud-ouest des USA, le Chili, le sud de l'Afrique, la côte ouest (entre Sénégal et Côte d'Ivoire), Madagascar, l'Amazonie sont les régions les plus menacées par des sécheresses fréquentes et intenses. En Amazonie, cela pourrait déclencher une transformation profonde de l'écosystème forestier . ©Capture d'écran Le Monde (Illustration du GIEC)

Les décisions des Etats lors de la COP26, à Glasgow, seront décisives pour les rivages des îles de l'océan Indien. La fonte des pôles s'accélère. La France possède une base en Antarctique. Elle devrait doubler ses fonds pour l'étude du climat dans cette zone primordiale pour la vie sur terre.

Fabrice Floch

La montée des eaux des océans s'accélère. L'océan Indien n'est pas épargné. Les projections, concernant l'incidence de la fonte des glaces, provoqueraient une hausse de 0,63 cm à 1m32, au minimum et de 1m67 à 5m61, au maximum, à la fin du siècle. Selon les modèles informatiques, le résultat pourrait être :

- L'île Maurice : le port et les quartiers bas de Port-Louis seront partiellement submergés. Mais au Sud, la piste de l'aéroport international sera épargnée ;
- La Réunion, le littoral Nord de la ville du Port sera affecté. Cette montée de l'océan menace la zone de stockage des hydrocarbures. Les infrastructures portuaires seront impactées en partie, elles aussi au Port-Ouest et au Port-Est, ainsi que dans les ports de plaisance de Sainte-Marie, Saint-Gilles et de Saint-Pierre. En revanche, la piste de

l'aéroport international Roland-Garros étant calée plus haut, restera hors d'atteinte des eaux ;

- Madagascar : les mangroves seront sous les eaux, aussi bien sur la côte Ouest, dans le canal du Mozambique, que le long de la côte Est. Les infrastructures portuaires seront en partie submergées elles aussi ;
- Certaines des Îles Éparses de la France seront partiellement recouvertes par l'océan ;
- Mayotte : les mangroves seront impactées. De plus, une partie de Mayotte est soumise à la subsidence (affaissement de la surface de la croûte terrestre).
- Les Seychelles : l'aéroport de Mahé et la route côtière conduisant à la capitale Victoria seront noyés. La ville elle-même sera submergée en partie ainsi que les infrastructures portuaires,

écrit aivp.org.

Les modèles sont le résultat d'études scientifiques

L'AIVP (ONG qui étudie la vie dans les villes et plus particulièrement les ports du monde entier) s'est emparée de ce sujet qui va fortement impacter la vie sur le littoral. La zone Sud-Ouest de l'océan Indien n'est pas épargnée.
Cette montée des eaux est liée à la fonte des glaces. L'Antarctique, si loin et si proche de nous, quand un front froid aborde nos côtes pendant l'hiver austral, est touché par le réchauffement global. La France dispose d'un ambassadeur des pôles et des enjeux maritimes. Olivier Poivre d'Arvor, évoque dans L'Express d'une hausse des océans moins importante. Elle se limiterait à 1,1 mètre d'ici la fin du siècle, selon les chiffes qui sont en sa possession. Il milite pour une hausse des crédits alloués à la recherche pour les bases polaires françaises. Aujourd'hui, l'enveloppe est de 30 millions d'euros par an, il souhaite voir cette somme doubler.
Suite de l'article

Urgence climatique

A mi-parcours, la COP26 partagée entre louanges et désillusions



A mi-parcours de la cruciale COP26, de nouveaux engagements climatiques éloignent sans doute un peu la planète du réchauffement "catastrophique" prédit par l'ONU. Mais comme promesse ne rime pas avec réalité, les appels à l'action redoublent tandis que les pays pauvres crient à l'injustice.

Renforcement des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Inde, du Brésil ou de l'Argentine, engagement d'une centaine de pays à réduire les émissions de méthane, promesses de sortie du charbon...

Après une semaine d'annonces largement promues par la présidence britannique de la COP26, certains évoquent déjà des succès sans précédents, comme l'émissaire américain John Kerry. "Je n'ai jamais, dans les premiers jours d'une COP, compté autant d'initiatives et autant d'argent mis sur la table", a-t-il commenté. Et "la majorité des pays du G20 ont de véritables plans (...) qui garderont l'objectif de +1,5°C à portée si ces plans sont appliqués. Cela change la donne".

A l'opposé, la militante suédoise Greta Thunberg: "La COP26 est un échec", a-t-elle déjà jugé vendredi devant des milliers de jeunes qui ont défilé dans Glasgow. "Il y a deux vérités ici", note Helen Mountford, du centre de réflexion World Resources Institute. "Nous avons fait beaucoup de progrès dans certains domaines, que nous n'aurions jamais imaginés il y a deux ans, mais en même temps, ce n'est pas assez".

Qui pouvait ainsi imaginer que la Chine, puis l'Inde, s'engageraient à la neutralité carbone ? Leur objectif est toutefois plus lointain que la date de 2050 prônée par les scientifiques pour espérer limiter le réchauffement à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris.

Avant cette COP, les engagements de réduction de CO2 des Etats pour 2030 menaient vers un réchauffement "catastrophique" de 2,7°C, au mieux 2,2°C en ajoutant les objectifs de neutralité carbone pour le milieu du siècle, selon le rapport de référence de l'ONU-Environnement.

Ces estimations n'ont pas encore été mises à jour, mais selon diverses analyses préliminaires d'autres experts, si et seulement si toutes les nouvelles promesses étaient effectivement remplies, on pourrait limiter le réchauffement un peu au dessous de +2°C, peut-être 1,8°C, selon le calcul le plus optimiste.
Mais, alors que chaque dixième de degré supplémentaire entraîne son lot de nouvelles catastrophes, le plafond de +1,5°C serait toujours dépassé. Et la requête des pays les plus vulnérables de soumettre chaque année des engagement plus ambitieux devrait rester lettre morte, selon les observateurs. **Suite de l'article**

President of Seychelles at COP26: World must forge environmental pact

Betymie Bonnelame



Ramkalawan said that what he experiences in the beautiful islands of Seychelles is the destruction of its environment and livelihood. (State House)

(Seychelles News Agency) - An environment partnership to save planet earth must be forged during the global meeting COP26, the President of Seychelles told other heads of state at the **World Leaders Summit** in Glasgow, Scotland.

"I stand before you fellow leaders of our nations, thus of our planet, neither as a scientist nor as an environmental expert, but as a citizen of our beautiful planet, and more specifically as an island boy facing reality," said Wavel Ramkalawan in his address on Monday.

Ramkalawan said that what he experiences in the beautiful islands of Seychelles -- which most visitors describe as paradise -- is the destruction of its environment and livelihood.

"This, I am sure, is what we all see in the various parts of the world we come from. Be it flooding, forest fires, extreme temperatures, delayed rainy seasons, coastal erosion, destruction of wildlife, cutting down of forests, fewer and smaller fish and many more. These, unfortunately, are all part of the destruction process of planet earth and the self-imposed eventual extinction of the planet's most intelligent species, the human being," he added.

The head of state said that Seychelles, a group of 115 islands in the western Indian Ocean, is a victim as are other Small Island Developing States and called on fellow leaders to act immediately.

"May the industrialised nations understand that they cannot continue polluting without reserve, may those who exploit without thinking of tomorrow stop, may the corrupt poachers of our planet change their ways and may we realise that in this battle to save our planet, we are not in the

proverbial same boat, but that we are indeed in the same boat, big, small, rich or poor," he said.
Ramkalawan said that for COVID, the world came together and developed the vaccine, "for the protection of our planet, the only vaccine is our sincere commitment and concrete actions. In other words, we have to be honest and action oriented."
He called on rich nations to look at the less fortunate ones as equal partners and to put an end to the expression 'high income earning' in order to accept a vulnerability index.
"Seychelles is considered high income, but overnight it lost 75 percent of its tourism industry due to **COVID-19** and the world stopped for her people. That's vulnerability.
"Can we, the ones who are less responsible for the planet's destruction, but who on the contrary are doing our utmost, like preserving our limited landmass or EEZ, be helped generously when we are protecting our coastlines, preserving our disappearing islands, managing seagrass meadows larger than Switzerland or fighting IUU fishing activities?" he asked.
"We have one mission today: To save our planet. In order to accomplish the task, we have to come together and act immediately. The partnership is for yesterday. Tomorrow is not an option, for it will be too late," said Ramkalawan.

Lire aussi :

- **http://www.seychellesnewsagency.com/articles/15761/Seychelles+signs+historic+pact+to+end+deforestation+by++at+UN+climate+summit**
- **https://www.linfo.re/ocean-indien/seychelles/cop26-les-seychelles-signent-un-pacte-historique-pour-stopper-la-deforestation-d-ici-2030**
- **https://www.linfo.re/ocean-indien/seychelles/les-seychelles-a-la-cop26-le-monde-doit-forger-un-pacte-environnemental-lance-w-ramkalawan**
- **http://www.seychellesnewsagency.com/articles/15748/Leaders+of+Seychelles+and+Madagascar+hold+bilateral+talks+on+sidelines+of+UN+climate+change+conference**

[Vidéo] Seychelles Revises Climate Commitment to Include Blue Economy and Coastal Adaptation



As the world prepares for the 26th Climate Change Conference of the parties (COP 26) in Glasgow, Seychelles stands out with bold commitments in its national climate change agenda. Seychelles revised its Nationally Determined Contributions (NDCs) to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) to include Blue Economy and coastal adaptation. Seychelles has pledged to reduce its economy wide absolute GHG emissions by 26.4% nut to also protect 100% of its mangroves and seagrass ecosystems by 2030, implement its Marine Spatial Plan and effectively manage 30% of the marine protected areas within its Exclusive Economic Zone (EEZ). The World Bank supported the production of a report (link) which provided recommendations incorporated in Seychelles' revised NDC. The report assesses issues in the Blue Economy such as gaps in the fisheries sector; lack of diversification in a tourism sector hindered by sea-level rise, coastal erosion and loss of coastal assets such as beaches and reefs; unsustainable mining; and ports operations plagued by increased storm and flooding frequency and intensity. The report promotes an integrated seascapes/landscapes management approach to help communities truly benefit from the use of natural resources and promote a climate-resilient development. "The conservation of marine and coastal assets is a priority for Seychelles," says Julien Million, Senior Fisheries Specialist, World Bank. "Seychelles' revision of its NDC to include sustainable Blue Economy and coastal adaptation will make a difference in how communities will build their resilience to climate change."

A COP26 SeyCCAT Side-Event Translating ambition into action – Support required by Sids |06 November 2021



Ambassador Jumeau speaking during the side event (Photo credit: Commonwealth secretariat)

'A conversation that had to be had' summarises the general feeling following the SeyCCAT's '*Translating Ambition into Action'* side-event held at COP26 on Thursday November 4.

Ten panellists including the Minister for Finance, Economic Planning & Trade, Naadir Hassan; Angelique Pouponneau, chief executive of the Seychelles Conservation and Climate Change Trust (SeyCCAT) and Ronny Jumeau, Climate ambassador, participated in a round table discussion which addressed the urgent need for financing mechanisms for small island developing states (Sids) to take a different and innovative approach.

SeyCCAT organised the event, which took place in Glasgow, Scotland, to provide a platform for countries such as Seychelles and Belize which have made ambitious blue carbon commitments in their updated NDCs to share their stories and to highlight their needs for their respective implementation phases.

Seychelles has embarked on an ambitious journey to protect 50% of its mangroves and seagrass habitats by 2025 and the remaining 50% by 2030.

Prior to COP26 and in recent years, there has been a growing recognition of the plight of Sids and developing countries in accessing finance for their climate action projects. Sids, as coastal territories, are at the forefront of the devastating impacts of rising sea levels and warmer temperatures which are eroding away their shores and depleting their biodiversity. These impacts, which need to be addressed with adaptation measures, have been sidelined since the Paris Agreement was signed in 2016, since the general perception was that the urgency of the planet's deterioration due to climate change required mitigation measures first.

The Paris Agreement calls on developing countries which are party to it to raise US $1 billion annually to finance climate adaptation projects in vulnerable countries. This target has not been reached and due to the Covid-19 pandemic, the commitment fell even shorter.

Seychelles has been no exception to the burden of falling into the Sids category when it comes to accessing such finances. Characterised as a high income country, we do not meet the requirements to qualify for concessionary funding.
During the 'Translating Ambition into Action' side-event, Seychelles reminded funding partner institutions of the urgent need for the special requirements of Sids to be factored into funding mechanisms which they develop.
Taking part in the discussions at the event were also representatives from the World Bank, the Nature Conservancy, the PEW Charitable Trust and the Commonwealth Secretariat who got the chance to elaborate on what they would require from Sids in order to engage in partnerships which will enable implementation of climate adaptation projects. **Suite de l'article**